

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## ZLECAF: trouver des solutions efficaces pour accélérer le processus

**LA** 11e réunion du Conseil des ministres en charge du Commerce de la ZLECAF se tient à Libreville depuis hier. Les échanges qui s'achèvent aujourd'hui doivent aboutir à des solutions efficaces pour la mise en œuvre de ce grand marché.

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

**M**ETTRE à la disposition des opérateurs économiques du secteur privé en général et de tous les acteurs impliqués, les outils juridiques et opérationnels pour la mise en œuvre de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). C'est l'un des principaux objectifs des travaux de la 11e réunion du Conseil des ministres en charge du Commerce de la ZLECAF. Le but étant d'accroître les échanges commerciaux intra-africains.

La rencontre se tient à Libreville depuis hier matin. Le ministre gabonais du Commerce, Yves Fernand Manfoumbi, a ouvert les travaux en sa qualité de président du Conseil des ministres de la ZLECAF. Sous la supervision du secrétaire général, Wamkele Mene, les échanges s'articulent, entre autres, autour de la politique de concurrence dans la zone, du projet de protocole sur l'investissement, des droits de propriété intellectuelle, de l'engagement spécifique sur le commerce des services, etc. Ces travaux, qui s'achèvent aujourd'hui, doivent déboucher sur des propositions efficaces en faveur de l'accélération de la mise en œuvre de ce grand marché continental. Des idées fortes devant être examinées lors de la Session extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement prévue pour se tenir le 25 novembre prochain à Niamey, au Niger. Les différents acteurs devront donc aplanir toutes les divergences qui avaient jailli lors de leur dernière rencontre à Accra, au Ghana, en octobre dernier, afin de vider toutes les questions restées en suspens lors dudit Conseil. Celui-ci avait principalement porté sur le lancement de l'initiative du commerce guidé. À terme, les membres de la ZLECAF veulent envoyer un important message aux pays



Les membres de la ZLECAF veulent parvenir à 100% d'échanges commerciaux.

africains et aux opérateurs économiques sur les enjeux de leur organisation. Ceci, à travers la création d'un environnement opérationnel, institutionnel, juridique, ainsi que l'instauration d'une politique commerciale cohérente et la facilitation du démarrage effectif des échanges commerciaux significatifs.

"Ladite initiative servira de passerelle pour encourager le commerce, donner plus d'opportunités aux PME/PMI, aux jeunes et aux femmes et favoriser un développement économique durable et inclusif", estime le ministre du Commerce Yves Fernand Manfoumbi.

La zone constituera un marché de 1,2 milliard d'individus pour un PIB cumulé de 2 500 milliards de dollars. Si les États membres parviennent à lancer cet important projet, l'Afrique pourrait avoir le plus grand espace de libre-échange du monde. Grâce à la libéralisation progressive des échanges de marchandises et des services, les fournisseurs auront accès aux marchés de tous les pays africains à des conditions non moins favorables que celles des fournisseurs nationaux.

La libéralisation des échanges entre les pays africains facilitera la mise en place de chaînes de valeur régionales dans lesquelles des intrants seront fournis par différents pays africains afin d'ajouter de la valeur avant d'exporter à l'extérieur. Pour se protéger des pics imprévus des

marchés mondiaux, les États auront recours à des mesures correctives commerciales pour faire en sorte que les industries nationales puissent être sauvegardées, si nécessaire.

Pour les observateurs, la ZLECAF gagnerait à mettre les zones économiques spéciales au cœur

de son fonctionnement. Ces zones étant des pôles majeurs de promotion industrielle grâce à leur capacité d'attirer des investissements directs étrangers. Elles sont indispensables pour promouvoir la croissance économique, l'emploi et le développement durable.

## Faciliter davantage les échanges sur le continent

GMNN  
Libreville/Gabon

**I**L s'agit, dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), de promouvoir des champions industriels régionaux dans les différents secteurs porteurs. Mais il est surtout question de faciliter les échanges entre les États. Les échanges commerciaux entre pays africains se situent environ à 16%. Ce qui fait de l'Afrique le moins entre eux. L'aspiration de la ZLECAF étant de parvenir

à 100% d'échanges d'ici à 2025. Mais les dirigeants devront s'entendre sur un mécanisme efficace de facilitation commerciale. Il faudra par exemple éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires qui sont de vrais obstacles au commerce sur le continent. Il faudra également promouvoir des chaînes de valeur régionales et continentales répondant au contexte africain.

"La ZLECAF doit soutenir des projets régionaux dans les industries pharmaceutiques, automobiles, agroalimentaires, ainsi que des centres d'excellence...",

préconise le Gabonais Cédric Achille Mbeng Mezui dans son ouvrage "Sortir du colapsus économique, reconstruire la puissance africaine".

Selon cet auteur, "le nouveau leadership doit privilégier l'approche régionale. Si les pays industrialisés ont une politique agricole commune, subventionnent leurs industries, définissent et encadrent leurs secteurs stratégiques, comment pourrait-on être compétitif avec des approches nationales dans des pays en développement disposant de maigres budgets?"